

Convention collective
IDCC : 9101. – EXPLOITATIONS DE POLYCULTURE ET D'ÉLEVAGE
ET COOPÉRATIVES D'UTILISATION
DE MATÉRIEL AGRICOLE
(Aube)
(18 janvier 1977)

(Etendue par arrêté du 20 février 1978,
Journal officiel du 29 mars 1978)

AVENANT N° 74 DU 5 FÉVRIER 2013

NOR : AGRS1397220M
IDCC : 9101

Entre :

La FDSEA de l'Aube ;

La FD des CUMA de l'Aube ;

Le syndicat des maraîchers de l'Aube ;

Le syndicat aubois des pépiniéristes et des horticulteurs,

D'une part, et

Le syndicat départemental des ouvriers agricoles et forestiers de l'Aube CGT-FO ;

Le syndicat des salariés d'exploitations agricoles de l'Aube FGA CFDT ;

L'UD des syndicats CFTC de l'Aube ;

Le SNCEA CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

La loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites a introduit des dispositions visant à relever, de manière progressive, l'âge de départ à la retraite.

Afin de prendre en compte les impacts de cette mesure sur le régime de prévoyance, il est ajouté à l'annexe V, article 2 « Régime de prévoyance obligatoire », paragraphe IV « Dispositions communes », un sous-paragraphe 1 *bis* intitulé « Prise en compte du recul de l'âge de départ à la retraite » rédigé ainsi qu'il suit :

« 1 *bis*. Prise en compte du recul de l'âge de départ à la retraite

Afin de prendre en compte les effets de la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites sur la durée de service des prestations incapacité temporaire de travail et/ou invalidité, il est instauré une cotisation exceptionnelle et temporaire de 0,26 % des rémunérations brutes limitées à 4 fois le montant du plafond annuel de la sécurité sociale, servant au calcul de l'assiette des cotisations d'assurances sociales.

Cette cotisation exceptionnelle et temporaire sera répartie entre l'employeur et le salarié dans les conditions suivantes :

- 60 % à la charge de l'employeur, soit une cotisation de 0,16 % ;
- 40 % à la charge du salarié, soit une cotisation de 0,10 %.

Cette cotisation sera prélevée pendant une durée de 24 mois.

A l'issue de cette période, la cotisation exceptionnelle et temporaire cessera de plein droit d'être appelée. »

Article 2

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant.

Article 3

Le présent avenant entrera en vigueur au plus tôt le 1^{er} avril 2013, sous réserve de la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel* au plus tard le 15 mars 2013.

A défaut d'entrée en vigueur au 1^{er} avril 2013, l'avenant sera applicable au premier jour du trimestre civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Troyes, le 5 février 2013.

(Suivent les signatures.)